

COMMUNIQUE DE PRESSE DEMANDE D'UNE NOUVELLE MESURE POUR LA PROTECTION DE L'ENFANCE

Paris, le 6 mars 2009

Faisant suite à l'affaire du petit Dylan, 7 ans, domicilié à Millau et séquestré à son domicile par ses parents, la Voix De l'Enfant fait part de son indignation et propose une mesure indispensable à la protection de l'enfance.

La Voix De l'Enfant demande que tous les parents aient l'obligation d'adresser à la Caisse d'Allocations Familiales, dès le mois de septembre, un certificat de scolarité pour leur enfant, dès l'école élémentaire. Si deux mois après la rentrée scolaire, la Caisse d'Allocations Familiales n'avait pas reçu ce certificat, cette dernière serait alors tenue d'en informer la Cellule Départementale de l'Enfance en Danger du Conseil Général.

La loi du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance, charge le Président du Conseil Général du recueil, du traitement et de l'évaluation des informations préoccupantes concernant les enfants en risque ou suspicion de maltraitance.

La Voix De l'Enfant rappelle que toutes les personnes qui soupçonnent une situation d'enfants en danger, sont tenues de transmettre les informations qu'elles détiennent à la Cellule Départementale, qui peut ensuite saisir le parquet du Tribunal de Grande Instance et si besoin, obtenir l'intervention des forces de l'ordre, au domicile de l'enfant.

La Voix De l'Enfant indique que le numéro vert **119 Allô Enfance en Danger**, service national d'accueil téléphonique de l'enfance en danger, répond 24h/24 à tous les appels.

Contacts :

Martine BROUSSE Directrice 06 22 80 82 82 mbrousse@lavoixdelenfant.org
Amélie TIGOULET Chargée Communication 01 40 22 03 20 communication@lavoixdelenfant.org